

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES****MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

---





**Maîtrise d'œuvre pour des travaux d'amélioration  
des performances thermiques de l'IUT de Metz –  
département GMP, Halle de Technologie, Bureaux de  
la Halle de Technologie et  
Bâtiment H, à METZ (57)**

---

N° du CCAP : 2025SDPI657MOE

**UNIVERSITÉ DE LORRAINE**  
Direction du Patrimoine Immobilier  
34 Cours Léopold  
BP 25233  
54052 NANCY CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Maîtrise d'œuvre pour des travaux d'amélioration des performances thermiques des bâtiments du département GMP de l'IUT de Metz
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	36 mois
	<b>Reconduction</b>	Non
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Conduite d'opération .....	5
3.2 - Contrôle technique .....	5
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	5
4 – Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 – Protection des données à caractère personnel .....	5
6 - Missions .....	5
7 - Durée et délais d'exécution .....	6
7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	6
7.2 - Durée du contrat .....	6
8 - Prix .....	6
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
8.2 - Forfait de rémunération .....	6
8.3 - Modalités de variation des prix .....	7
9 – Avance .....	8
10 – Modalités de règlement des comptes .....	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
10.2 - Pourcentage de rémunération par élément .....	9
10.3 - Présentation des demandes de paiement .....	9
10.4 - Délai global de paiement .....	10
10.5 - Paiement des cotraitants .....	11
10.6 - Paiement des sous-traitants .....	11
11 - Engagement du maître d'oeuvre .....	11
11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux .....	11
11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux .....	12
12 - Conditions d'exécution des prestations .....	13
12.1 - Présentation des livrables .....	13
12.2 - Organisation des réunions de chantier .....	14
12.3 - Emission des ordres de services .....	14
12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs .....	14
12.5 - Instruction des mémoires en réclamation .....	15
12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	15
12.7 - Achèvement de la mission .....	15
13 – Développement durable .....	15
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	16
15 - Pénalités .....	16
15.1 - Pénalités de retard .....	16
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	17
16 - Assurances .....	17
17 - Résiliation du contrat .....	17
17.1 - Conditions de résiliation .....	17
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
18 - Règlement des litiges et langues .....	18
19 - Continuité dans l'exécution des prestations et interlocuteur unique .....	18
20 - Dérogations .....	19

# **1 - Dispositions générales du contrat**

## **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
La Maîtrise d'œuvre pour des travaux d'amélioration des performances thermiques du Bâtiment du département GMP de l'IUT de Metz, de Halle de Technologie, des bureaux de la HT, et du bâtiment H, situés à l'Île du Saulcy - Metz (57).

La MOE fera les études de conception et de réalisation du projet. Elle assurera le suivi et la coordination des travaux jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement et pour chacun des bâtiments. Les études et travaux porteront sur de la rénovation visant le niveau passif avec le désamiantage nécessaire aux travaux, l'isolation de l'enveloppe, le remplacement des menuiseries extérieures, le remplacement des luminaires intérieurs, la mise en place de VMC double flux y compris équipements et réseaux liés et travaux divers.

Les missions seront des missions en conception : APS, APD, Déclaration administrative des travaux (DP ou PC et AT), PRO/DCE, ACT. Et en réalisation : DET, VISA, SYNT, AOR et GPA. Les missions complémentaires seront du CSSI et de l'OPC.

Lieu d'exécution :

IUT de Metz – département GMP, y compris la halle de technologie, bureaux de la HT et bâtiment H, à l'Île du Saulcy – 57000, Metz

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## **1.3 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

# **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le programme de l'opération
- Les pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de mise au point.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement. Il assurera les missions en ERP : LE, LP, SEI et HAND.

### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

## 4 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-MOE.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément article 5.3 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 – Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Missions

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le détail des missions est le suivant :

Eléments de mission de base :

Mission(s)	Désignation
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif et DP ou PC et AT
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
SYNT	Etudes de synthèse

DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Missions complémentaires :

Mission(s)	Désignation	
CSSI	Coordination du Système de Sécurité Incendie	
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination	

## 7 - Durée et délais d'exécution

### 7.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 36 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est en septembre 2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations yc GPA est en septembre 2028.

### 7.2 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La durée effective du marché de MOE dépend de la durée des travaux et s'achève à la date de fin de la garantie de parfait achèvement du dernier lot de l'opération, prolongée le cas échéant.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

## 8 - Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 8.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire et ne concerne que les missions de base.

#### Ajustement par plages de coût prévisionnel :

Le taux de rémunération initial (t) est ajusté par un coefficient (e) en fonction de l'écart entre l'enveloppe financière initiale (Co) et le coût prévisionnel des travaux (C) validé à l'APD, selon les plages suivantes :

Formule :

$$F' = F * (1 - e)$$

Où:

F = forfait provisoire de rémunération

e = coefficient d'ajustement

Calcul de « e » coefficient d'ajustement:

Si Co est inférieur ou égal à C : le forfait de rémunération provisoire devient définitif

Si Co est supérieur à C, jusqu'à 2%:  $e = 1$

Si Co est supérieur à C, de 2% à 5%:  $e = 0,9$

Si Co est supérieur à C, à partir de 5% :  $e = 0,8$

Où:

Co = enveloppe financière provisoire

C = Coût définitif des travaux mission APD

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

### **8.3 - Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## 9 – Avance

Sans renonciation expresse du Maître d'Œuvre, une avance est versée dans les seuils et conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique. L'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE est retenue. L'avance versée est de 10%.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Maître d'Œuvre, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

Dans le cas où l'acte d'engagement prévoit un pourcentage d'avance plus élevé que celui prévu au Code de la commande publique le titulaire bénéficie de ce taux d'avance plus favorable.

Le remboursement de l'avance s'opère dans les conditions fixées aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique et étant précisé que pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et début lorsque le montant des prestations exécutées atteint 60% du montant toutes taxes comprises du marché.

Dans le cas d'une avance supérieure à 30%, il est demandé au titulaire la constitution d'une garantie à première demande pour le versement de l'avance. Le cas échéant, il n'est pas accepté de substitution de la caution bancaire par une caution personnelle et solidaire.

## 10 – Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
APS	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
APD	A la remise du dossier yc dossier labellisation et DP ou PC et AT	80.0

	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
PRO	A la remise du dossier	80.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20.0
ACT	A la remise du DCE	50.0
	A l'approbation du maître d'ouvrage	30.0
	Après la mise au point des marchés de travaux	20.0
DET-VISA-SYNT	Avant la remise du DGD	90.0
	Après la remise du DGD	10.0
AOR	Avant la levée des réserves	65.0
	Après la levée des réserves	15.0
	A la remise du DOE	15.0
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	5.0
OPC	Au fur et à mesure de l'avancement	100
CSSI	Au fur et à mesure de l'avancement	100

## 10.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission sont donnés à titre indicatifs et peuvent être modifiés dans l'offre des candidats :

Mission(s)	Pourcentage
OPC : ordonnancement, pilotage et coordination	Inclus dans DET
CSSI : coordination du système de sécurité incendie	Inclus dans DET
APS : Avant-projet sommaire	15 %
APD : Avant-projet définitif yc dossier labellisation et DP ou PC et AT	15 %
PRO : Etudes de projet	10 %
ACT : Assistance pour la passation du contrat de travaux	10 %
VISA : Conformité et visa d'exécution au projet	10 %
SYNT : Etudes de synthèse	10 %
DET : Direction de l'exécution des travaux	25 %
AOR : Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement	5 %

## 10.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La facture établie par le titulaire sera adressée à l'université de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro 2017 à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG-FCS, **la facture portera, outre les mentions légales :**

Le **numéro d'engagement (EJ)** fourni par l'université, que vous trouverez en haut à droite sur le bon de commande (qui commence par **4500 suivi de 6 chiffres**) et le **numéro du marché (exemple : 2025SDPI657MOE)**

Mentions légales d'une facture :

- Date d'émission de la facture
- Numérotation de la facture
- Date de la vente ou de la prestation de service
- Identité de l'acheteur (UL)
- Identité du vendeur ou prestataire dont dénomination sociale, numéro de RCS et SIREN
- Adresse de livraison
- [Numéro individuel d'identification à la TVA](#) du vendeur et du client professionnel, seulement si ce dernier est redevable de la TVA
- Désignation du produit ou de la prestation
- Décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni
- Prix catalogue, majoration (frais de transport et emballage), Rabais remise ristourne éventuelles
- [Taux de TVA](#) légalement applicable
- Montant total de la TVA correspondant
- Somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- [Date ou délai de paiement](#)

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro 2017 ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

## 10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus

récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **10.5 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

## **10.6 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

# **11 - Engagement du maître d'oeuvre**

## **11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux**

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'oeuvre et engagement :

L'engagement du maître d'oeuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %  
Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'oeuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

#### Conséquences du non respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

### **11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux**

#### Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

#### Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

#### Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

#### Conséquences du non respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 10,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

## 12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

### Adresse d'exécution :

IUT Metz - île du Saulcy 57000 METZ

### 12.1 - Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais fixés par les candidats dans leur offre, en respectant le planning de l'opération et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai	Nombre d'exemplaires
APS	Avant-projet sommaire	6 semaines	2
APD	Avant-projet définitif yc dossier labellisation et DP ou PC et AT	6 semaines	2
PRO	Etudes de projet	4 semaines	2
DCE	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines	2
ACT	Dossier d'analyse des offres	2 semaines	2
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	4 semaines	2
SYNT	Etudes de synthèse	4 semaines	2
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines	2

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : date de notification au maître d'oeuvre de la décision de réception du livrable précédent prise par le maître d'ouvrage.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
APS	Avant-projet sommaire	4 semaines
APD	Avant-projet définitif + Dossier de Labellisation et DP ou PC et AT	4 semaines
PRO-DCE	Etudes de projet et Dossier de consultation des entreprises	4 semaines
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet	2 semaines

SYNT	Etudes de synthèse	2 semaines
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'oeuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'oeuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

## 12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'oeuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : 1 réunion par semaine

Le maître d'oeuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

## 12.3 - Emission des ordres de services

### Emission des ordres de service par le maître d'oeuvre :

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'oeuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux et dans un délai de 5 jours à compter de la décision du maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'oeuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité journalière de retard fixée à 100,00 €.

Cependant, en l'absence de contreseing ou de décision écrite préalable du maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre ne peut jamais notifier des ordres de service relatifs :

- décision financière

## 12.4 - Vérifications des projets de décompte des entrepreneurs

### Vérification des projets de décomptes mensuels :

Le maître d'oeuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'oeuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître de l'ouvrage, sur le portail public de facturation, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de sa mise à disposition sur le portail public de facturation par l'entrepreneur.

#### Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document.

#### Conditions d'intervention du maître d'oeuvre en cas de facturation électronique

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-des-factures-de-travaux-par-une-moe/>).

### **12.5 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'oeuvre.

### **12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations donne lieu à la résiliation du contrat et ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché sans frais pour la MOA.

### **12.7 - Achèvement de la mission**

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'oeuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'oeuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

## **13 – Développement durable**

Le maître d'œuvre doit réaliser ce projet, dans une démarche de développement durable et d'écocitoyenneté forte, qui vise à réduire au maximum l'empreinte écologique des bâtiments, tant en phase de construction ou de travaux qu'en phase de fonctionnement.

L'usage de matériaux biosourcés est à prescrire dans les solutions envisagées.

Le réemploi, le recyclage et la gestion des déchets doivent être étudiés et mise en œuvre dans les prescriptions des travaux à réaliser.

Un diagnostic PEMD sera réalisé par la MOA en phase étude de conception.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 15.2 du CCAG-MOE, la date d'expiration du délai d'exécution est la date d'admission par le Maître d'Ouvrage du livrable.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, les pénalités de retard sont applicables sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Maître d'Œuvre par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 16.2.3, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, le maître d'œuvre encourt les pénalités suivantes, par jour de retard :

Code livrable	Pénalité
APS	100,00 €
APD – DP ou PC et AT	100,00 €
PRO-DCE	100,00 €
VISA	100,00 €
SYNT	100,00 €
DOE	100,00 €

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'oeuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 100,00 €.

Si du fait du retard imputable au maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'oeuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 100,00 €.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 16.1 du CCAG-MOE.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 100,00 €.

Conformément aux stipulations de l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 100,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Continuité dans l'exécution des prestations et interlocuteur unique**

Le Maître d'Œuvre désigne un responsable de projet, interlocuteur unique, chargé du suivi global de la prestation, objet du marché. Ce dernier est l'interlocuteur unique du représentant du Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des questions relatives à la réalisation de la prestation, y compris lorsque le Maître d'œuvre est un groupement d'entreprise.

Par dérogation aux articles 3.4.2 et 3.4.3 du CCAG-MOE, le Maître d'Œuvre a obligation de communiquer dans les 8 jours au Maître d'Ouvrage suivant le fait générateur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution du marché telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution du marché ou susceptibles d'affecter l'exécution du marché.

Dans cette hypothèse le Maître d'Œuvre prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

Par dérogation à l'article 3.4.3, le Maître d'Ouvrage a la possibilité dans un délai de 60 jours à compter de la réception de l'information, et si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, de refuser la proposition et de demander une nouvelle proposition dans le même délai.

Si le Maître d'Œuvre n'est manifestement plus en capacité d'accomplir en termes de qualité et/ou de délai la prestation, le Maître d'Ouvrage peut résilier pour faute le marché.

En application de l'article 25.2.1 du CCAG-MOE, le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de la demande pour statuer sur une demande de suspension des prestations formulée par le Maître d'œuvre dans le cadre d'un cas de sujétions imprévues. À défaut de décision dans ce délai, la demande de suspension est réputée rejetée.

## 20 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 8.3 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.3 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.6 du CCAP déroge aux articles 27 à 31 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 18.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 15.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 19 du CCAP déroge aux articles 3.4.2 et 3.4.3 du CCAG-Maîtrise d'œuvre